

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 24 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 16/10/2024**

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CHROMECA**

74 Allée des Grandes Combes  
ZI OUEST  
01700 Beynost

Références : 20241016-RAP-S4-2-3  
Code AIOT : 0006102015

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement CHROMECA implanté 74 Allée des Grandes Combes - ZI OUEST - 01700 Beynost.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHROMECA
- 74 Allée des Grandes Combes - ZI OUEST - 01700 Beynost
- Code AIOT : 0006102015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société CHROMECA exploitait à Beynost une installation de chromage par bain relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et bénéficiant, à ce titre, d'un arrêté préfectoral du 26 juin 1990. Le site de Beynost est désormais un établissement secondaire de l'entreprise CHROMECA à Saint-Etienne.

Au regard des résultats d'un diagnostic de pollution réalisé sur site, des travaux de dépollution partiels des sols et des eaux souterraines avaient été imposés à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral complémentaire du 09 octobre 2018.

Le site a cessé son activité en 2019, sans toutefois notifier la cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Suite au constat de l'arrêt de toute activité, et en l'absence de notification de la cessation d'activité, il a été imposé à l'exploitant par arrêté préfectoral du 22 octobre 2019 :

1. la mise en sécurité des installations (sécurisation des accès aux installations, évacuation des bains, produits dangereux et déchets,...) sous un délai de 4 mois ;
2. la réalisation de travaux de dépollution complémentaires à ceux imposés par l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2018, devant débuter sous un délai de 3 mois ;
3. la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) hors-site sous un délai de 3 mois.

Une inspection réalisée le 29 septembre 2020 avait permis de constater l'achèvement des opérations de mise en sécurité des installations (point 1 détaillé supra).

En 2021, l'inspection des installations classées avait été informée, par le propriétaire du bâtiment, d'intrusions dans l'usine. Cette situation avait conduit madame la Préfète à prendre, à l'encontre de l'exploitant, un arrêté de mise en demeure le 06 octobre 2021, suivi de sanctions administratives.

Une inspection réalisée le 13 septembre 2022 avait permis de constater que l'exploitant avait fait le nécessaire pour sécuriser les accès du bâtiment.

À ce jour, les travaux de dépollution imposés à l'exploitant (point 2 détaillé supra) n'ont pas été engagés ; une procédure de consignation de la somme nécessaire à l'exécution de ces travaux est en cours à l'encontre de la société CHROMECA.

De fait, la procédure de cessation d'activité au titre de la réglementation des ICPE n'est pas clôturée ; la société CHROMECA reste par conséquent responsable à ce titre de la sécurité du bâtiment.

Par courriel du 12 septembre 2024, la commune de Beynost a informé madame la Préfète de l'Ain de nouvelles intrusions dans l'usine.

L'exploitant en a été avisé par l'inspection des installations classées par courriel du 19 septembre 2024. L'exploitant s'est engagé à faire le nécessaire et a, par courriel du 14 octobre 2024, précisé à l'inspection des installations classées qu'une intervention était en cours.

Une inspection a été réalisée sur site le 16 octobre 2024 afin de vérifier la réalisation des opérations de sécurisation du bâtiment annoncées. Le présent rapport rend compte de cette inspection et propose les suites administratives à y donner.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai <sup>(1)</sup>
1	Mise en sécurité	AP Complémentaire du 22/10/2019, article 2.4	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater que l'absence de sécurisation des accès du bâtiment permet l'intrusion de tiers.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2019, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Accès aux installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place des dispositifs permettant d'empêcher l'accès au site. Les dispositifs d'interdiction de l'accès sont réalisés suivant l'état de l'art, et leur intégrité est maintenue par l'exploitant. L'état de ces dispositifs est contrôlé régulièrement par l'exploitant.

**Constats :**

Il a été constaté que les portails d'accès des murs Est et Sud du bâtiment sont ouverts, permettant l'accès de tiers à l'atelier (cf. Planche photographique jointe).  
Aucune opération de sécurisation n'était en cours au jour de l'inspection.  
Une telle situation pourrait notamment conduire, en cas d'intrusion, à un risque de chute dans la rétention située sous la chaîne de traitement de surface.

En tout état de cause, il appartient à l'exploitant de continuer à garantir l'interdiction d'accès au site, et ce jusqu'à ce que la procédure de cessation d'activité au titre des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement soit clôturée.

**Cette situation conduit l'inspection des installations classées à proposer à madame la Préfète de l'Ain de mettre en demeure la société CHROMECA de sécuriser l'accès au bâtiment sous un délai maximal d'une semaine.**

Il a également été constaté la présence de divers déchets à l'extérieur du bâtiment (principalement filtres à huiles /textiles) manifestement abandonnés par des tiers, dont la présence n'est pas liée à l'activité de la société CHROMECA et ne relevant pas par conséquent de sa responsabilité.

La responsabilité de l'évacuation et de l'élimination de ces déchets revient en premier lieu à leur producteur, et à titre subsidiaire au propriétaire du terrain.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Délai :** 7 jours



## Annexe – Planche photographique

